

COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



COMMISSAIRE À LA LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
1	Voyages hors Québec		1
2	Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère faits au Québec de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes		2
3	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), articles promotionnels et commandites		3
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)		4
5	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l'organisme, un professionnel ou une firme externe		5
6	Liste des contrats (moins de 25 000 \$) octroyés par un ministère ou un organisme		6
7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	MSP	
8	Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme		9
9	Projets de développements informatiques ou de modernisation des systèmes pour l'exercice financier 2019-2020	MSP	
10	Diverses dépenses (photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, frais d'alcool et de fêtes, congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement)		10
11	Diverses dépenses reliées à la téléphonie et informatique (téléphonie cellulaire, BlackBerry ou autre type de téléphone intelligent, tablettes électroniques, ordinateurs portables, etc.)		11
12	Diverses questions sur les ressources humaines		12
13	Questions relatives aux départs à la retraite		23
14	Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes		24
15	Liste des actifs excédentaires inoccupés		25
16	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, les coûts de déménagement, aménagement, rénovation et autres travaux effectués		26
17	Liste du personnel de cabinet du ministre	MSP	
18	Liste des sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire	MSP	
19	Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère		27
20	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi		28
21	Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge		29
22	Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	MSP	
23	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun		30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
24	Sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre		31
25	Détail pour chaque site Internet (concepteur, coûts, responsable, fréquence de mise à jour, etc.)		32
26	Les dépenses effectuées pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	MSP	
27	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	MSP	
28	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation		33
29	Détail des crédits périmés et reportés et prévisions		34
30	Inventaire complet des services tarifés offerts aux citoyens et les tarifs exigés, le coût unitaire, les revenus autonomes pour les trois dernières années et les projections selon la Politique de financement des services publics		35
31	Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement et les prévisions		36
32	Sommes reçues et les prévisions en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement		37
33	Pour chaque ministère et organisme, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis		38
34	Pour chaque cabinet ministériel, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis	MSP	
35	Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat		39
36	Pour chaque ministère ou organisme, fournir le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire		40
37	Nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique dont le salaire est versé sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée		41
38	Liste des programmes ministériels existants et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023		42
39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement		43
40	Dépenses en informatique	MSP	
41	Masse salariale par catégorie d'emploi		44
42	Taux d'absentéisme par catégorie d'emploi		45
43	Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle		46
44	Sondages d'opinion réalisés par le ministère ou les organismes		47
45	Pourcentage des dépenses publicitaires réalisées		48
46	Tout montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme		49
47	Transfert d'emplois gouvernementaux en région		50

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
48	Toutes sommes dépensées et actions réalisées dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse		51
49	Sommes dépensées et actions réalisées visant la protection des renseignements personnels		52
50	Sommes dépensées actions réalisées au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022		53
51	Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance		54
52	Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail		55
53	Absentéisme au travail pour cause de quarantaine ou en retrait préventif lié à la COVID-19		56
54	Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale		57
55	Entretien ménager et désinfection des locaux		58
56	Coût de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST et les recommandations effectuées		59
57	Contrats octroyés qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant, comme prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics		60
58	Informations concernant les demandes d'accès à l'information		61
59	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes		62
60	Montants alloués à la rémunération des stages depuis 2016		63
61	Montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021		64
62	Dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60		65
63	Montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois		66

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18)¹.

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET	COÛT (\$)
		Aucune donnée enregistrée	

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 2 : Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022, fournir différentes informations.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17)¹.

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET	DESTINATION	COÛT (\$)
		Aucune donnée enregistrée	

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2021-2022

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24)¹.

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Diffusion des communiqués de presse	Communication CNW	Regroupement d'achats	1 019
Conception et production de 3 capsules vidéos informatives pour le Commissaire	Bifurk inc.	Appel de soumissions (invitation)	600
Kit hampe économique, Hampe en aluminium, boule dorée en plastique, base bois	Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Appel de soumissions (invitation)	216
Drapeau Nylon200D 36" x 72" - transport	Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Appel de soumissions (invitation)	30
Drapeau Nylon200D 36" x 72"	Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Appel de soumissions (invitation)	353
Logo / Enseigne + Livraison et Installation.	Effgiart inc.	Appel de soumissions (invitation)	650
Logo / Enseigne + Livraison et Installation.	Effgiart inc.	Appel de soumissions (invitation)	2 060
Installation de Logo au sein des locaux à Québec	Effgiart inc.	Gré à gré	750
Conception graphique : un tissu pour kiosque, 2 bannières auto-portants	L'Infographe	Gré à gré	250
Conception graphique : un tissu pour kiosque, 2 bannières auto-portants	L'Infographe	Gré à gré	378
Conception graphique de diverses pièces	L'Infographe	Gré à gré	30
Articles promotionnels_50Trophées	Trophées Fortin [1986] inc.	Appel de soumissions (invitation)	699
Articles promotionnels_50Trophées	Trophées Fortin [1986] inc.	Appel de soumissions (invitation)	298
Trophée NANUK- transport	Trophées Fortin [1986] inc.	Appel de soumissions (invitation)	20
Frais de mise en marche	Trophées Fortin [1986] inc.	Appel de soumissions (invitation)	30
Trophée NANUK	Trophées Fortin [1986] inc.	Appel de soumissions (invitation)	174
		Total	7 556

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 4 : Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
Conférence de presse annuelle 9 novembre 2021	Présentation publique du rapport annuel de gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption (obligation en vertu de l'article 25 de la Loi concernant la lutte contre la corruption).	Hôtel Château Laurier Québec	1 471
		Groupe Satir productions inc.	3 377
Total			4 848

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 5 : La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l'organisme, un professionnel ou une firme externe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23)¹.

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	BUT VISÉ	COÛT (\$)
École de technologie supérieure	La communication interpersonnelle et ses outils	897
HEC Montréal	Parler en public pour vendre une idée	5 424
Université de Montréal	Rédaction stratégique : écrire pour être lu	3 300
Total		9 621

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
9193-6690 Québec inc. (Référence Média)	Appel de soumissions (invitation) en 2020 puis, renouvellement en 2021	Production de la revue de presse des médias écrits et de la veille des médias électroniques	7 590
Trophées Fortin [1986] inc.	Appel de soumissions (invitation)	Articles promotionnels	1 221
Aedifica inc.	Gré à gré	Préparation d'un devis descriptif pour l'acquisition du mobilier dans le cadre d'un appel d'offres public	3 428
Richard, Marylène	Gré à gré	Accompagnement pour la mise en place d'une structure de gestion de projet	5 250
Effigiart inc.	Appel de soumissions (invitation)	Fabrication de 6 insignes avec logos UPAC	2 810
Guy Tessier Photographe Inc.	Appel de soumissions (invitation)	Session de photographie corporative pour 13 personnes	2 005
Tact intelligence-conseil Inc	Gré à gré	Conseil sur les communications et les affaires publiques	4 444
La Pierre angulaire, consultants inc.	Gré à gré	Soutien au CLCC dans le choix des équipements audiovisuels, des systèmes de présentation, de sonorisation et de contrôle pour une nouvelle salle multifonctionnelle	4 830
CNW Group Ltd.	Gré à gré	Abonnement à des licences Eurêka	22 693
L'infographe	Gré à gré	Conception graphique	2 482

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Mallette s.e.n.c.r.l.	Appel de soumissions (invitation)	Audit de surveillance	14 000
Administration portuaire de Montréal	Gré à gré	Cartes d'accès	3 077
Communication CNW	Regroupement d'achats	Diffusion des communiqués de presse	1 019
GardaWorld Systèmes de Sécurité	Gré à gré	Entretien et réparation du système d'alarme	1 145
MédiaQMI inc.	Gré à gré	Licences de contenu des journaux	1 834
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Gré à gré	Abonnement et accès à une base de données juridiques	1 965
Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	Gré à gré	Services juridiques	17 290
Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l.	Gré à gré	Services juridiques	23 748
Lafrenière, Robert	Gré à gré	Mise en disponibilité	4 357
Stericycle, ULC	Regroupement d'achats	Serv. destruct. sur place de documents papier (déchetage)	91

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Iron Mountain Canada	Regroupement d'achats	Destruction sur place de documents confidentiels	340
Mobilier de Bureau MBH inc. ¹	Appel de soumissions (invitation)	Deux cabines téléphoniques	24 950
Solotech inc. ¹	Appel de soumissions (invitation)	Projecteur multimédia	18 685
Maison Adam ¹	Appel de soumissions (invitation)	Télévisions pour les nouveaux locaux	17 967
Perfix inc. ¹	Appel d'offre public	Casiers, salle des casiers	18 950

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

¹Ces dépenses sont liées à l'aménagement du 2e étage du 2100 Pierre-Dupuy qui accueille maintenant le Service de la vérification de l'intégrité des entreprises (SVIE). Certains de ces montants se retrouvent aussi dans la QG-10, dans la catégorie "Mobilier de bureau et ameublement".

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 8 : La liste des consultants externes intégrés (nombre de personne) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 10 : Montants, pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Dépenses de photocopie ¹	S/O
Mobilier de bureau et ameublement ²	236 548
Décoration et embellissement	S/O
Distributeur d'eau de source ³	892
Remboursement de frais de transport, d'hébergement et de repas ^{4 5}	550 776
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement ⁶	141 590
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	S/O

Note : Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

¹ La location des photocopieurs et le remplacement des consommables sont payés par le ministère de la Sécurité publique. Veuillez vous référer au cahier de renseignements généraux du ministère.

² Ces dépenses sont liées à l'aménagement du 2e étage du 2100 Pierre-Dupuy qui accueille maintenant le Service de la vérification de l'intégrité des entreprises (SVIE). Certains montants de la QG-6 sont inclus dans la présente fiche.

³ Il s'agit plutôt d'une location de filtreur d'eau utilisant l'alimentation en eau courante des locaux du Commissaire à la lutte contre la corruption (la dépense est incluse).

⁴ Plus de 75% du coût s'explique par la location d'une flotte automobile au Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER) utilisée par les membres des unités désignées et du personnel du CLCC dans le cadre d'enquêtes, de vérifications d'intégrité des entreprises, de séances de prévention en matière de corruption et de gestion du risque.

⁵ Comprend également les frais de déplacement associés aux formations.

⁶ Comprend également les frais de formation des policiers dont les services sont prêtés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 11 : Montants, pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique.

Pour les sous-questions c), d), e), f), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25)¹.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coûts des frais d'itinérance	-
Coût lié aux dépassements des forfaits de données	-
Coûts de résiliation	-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Note : Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 A) ET B) : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 C), E) ET F) : Congés de maladie / heures de travail supplémentaires et vacances pour l'exercice financier 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : **ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

QUESTION 12 D)	Réserves de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi
-----------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 G)	Réserves de vacances de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi
-----------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 H) M) N) O) : Diverses informations sur les ressources humaines

<p>H) Nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers</p>	<p>En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.</p>
<p>M) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires</p>	<p>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.</p>
<p>N) Le nombre d'employés permanents et temporaires</p>	<p>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.</p>
<p>O) Le nombre de départs volontaires ventilés par raison du départ</p>	<p>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 I): Évolution des effectifs réguliers par leur territoire habituel de travail

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 J) : Évolution du nombre d'emplois professionnels de complexité supérieure

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 K) : Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 L) : Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 P) : Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Aucun

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 Q) : L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 R) : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour l'année 2021-2022, le nombre de postes vacants ventilés par région

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Capitale-Nationale	0
Mauricie	
Estrie	
Montréal	38
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	
Lanaudière	
Laurentides	
Montréal	
Centre-du-Québec	
TOTAL	38

Note : Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

Source : GIR : Étude des crédits RH - Effectifs et réserves

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 : Nombre de départs à la retraite en 2021-2022, nombre de remplacements effectués en application du plus récent PGRH, nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

A - Nombre de départs à la retraite en 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

B - Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

S.O.

C - Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats¹.

3

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

Source : GIR : Étude des crédits RH - Départs - version 1.1.

¹ Les données incluent les retraités des secteurs public, parapublic et municipal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 14 : Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**)¹.

Usage de l'espace occupé	Adresse	Municipalité	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Loyer mensuel (\$)	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2021 (\$)	Coûts de résiliation
Bureau	2100 avenue Pierre-Dupuy Aile 2, 3e étage	Montréal	Société québécoise des infrastructures	3 013,90	62 538	64 227	0
Bureau	1000, Fullum	Montréal	Société québécoise des infrastructures	1 369,04	29 230	-	0

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 15 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 16 : Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale et la haute direction des organismes publics, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovations et d'autres travaux effectués en 2021-2022

Réaménagement des bureaux :	- \$
Travaux de réaménagement ¹ :	11 900 \$
Travaux de câblages :	- \$
Total	11 900 \$

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

¹ Travaux pris en charge par la SQL.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 19 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

ASSIGNATION HORS STRUCTURE		POSTE OCCUPÉ (APRÈS ASSIGNATION HORS STRUCTURE)	ASSIGNATION INITIALE	TRAITEMENT (\$)
DÉBUT	FIN			
TOTAL				
Aucun				

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 20 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 21 : Nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 23 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) pour 2021-2022

NOM OU TITRE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Abonnement - Brochures, journaux, livres et publications	Le Courrier parlementaire	4 000
Abonnement numérique corporatif à la revue Gestion	Gestion, revue internationale de gestion	250
Accès à une base de données municipales	JLR Solutions Foncières	42 029
Licences de contenu des journaux	MédiaQMI inc.	1 834
Abonnement annuel sur le Réseau d'Information Municipale	Réseau d'information municipale	575
Abonnement - Juridique électronique	SOQUIJ	1 043
Livres - Brochures - Cartes - Publications - Volumes	Thomson Reuters Canada Limitée	1 054
Abonnement aux magazines et la mise à jour	Earlscourt Legal Press Inc.	190
Accès au service Eureka	CNW Group Ltd.	22 693
	Total	73 669

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 24 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturel, les billets d'événement et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	0
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	0
Réservation de loges	0
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	0
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	0

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 25 : Détails pour chaque site Internet de l'organisme

Site de l'Unité permanente anticorruption

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Le site a été conçu en 2011 par le ministère de la Sécurité publique en collaboration avec le Commissaire à la lutte contre la corruption. Contrats : Le CSPQ (Les Dompteurs de souris), les Services Verbatim et Zengo.
Coûts de la construction du site	En 2011-2012, la construction du site a coûté 31 584\$.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les mises à jour sont effectuées à l'interne par le Commissaire à la lutte contre la corruption et le ministère de la Sécurité publique. Par contre, l'hébergement et les coûts qui y sont associés sont assumés entièrement par le ministère de la Sécurité publique.
Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Le site a été revampé au cours de l'exercice 2013-2014, pour la première fois depuis sa création en 2011. La firme ZEL AGENCE DE COMMUNICATION a bonifié et amélioré l'aspect visuel du site. Le coût de l'amélioration a été de 1 940 \$. Les critères qui ont justifié les changements étaient : le respect des normes du SCT en matière d'accessibilité, l'évolution des technologies (tablettes) et l'attractivité du site, notamment pour rendre le site mobile. Le site est actuellement en refonte. Les critères qui justifient les changements sont : l'amélioration de la structure du site Web et de sa convivialité, la révision de la facture graphique afin de la rendre conforme à la nouvelle identité visuelle de l'UPAC, l'amélioration du formulaire de dénonciation des actes répréhensibles et la mise à jour autonome du site Web par le Commissaire à la lutte contre la corruption (sans recours à des experts). À ce jour, la refonte a été réalisée à l'interne par des ressources du ministère de la Sécurité publique et du Commissaire à la lutte contre la corruption.
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	Aucune donnée enregistrée pour 2021-2022.

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 28 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 29 : Détail des crédits périmés et reportés par année budgétaire, et ce, pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 30 : Inventaire complet des services tarifés, le coût unitaire, les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc) pour les trois dernières années et les projections pour 2022-2023

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 31 : Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 32 : Sommes reçues en 2021-2022 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement

PROGRAMME À FRAIS PARTAGÉS / DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION	MONTANT REÇU (\$)
Sans objet	-

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 33 : Montant total et ventilation par catégories d'emplois des primes au rendement et des bonis

	MONTANT REÇU (\$)
Sans objet	-

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 35 : Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat

	MONTANT REÇU (\$)
Sans objet	-

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 36 : Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 37 : Pour 2021-2022, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 38 : Coûts de reconduction des programmes existants: liste exhaustive des programmes existants à la fin de l'année 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 41 : Pour 2021-2022, la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 42 : Pour 2021-2022, le taux d'absentéisme par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 43 : Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre 2021-2022
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)	1
Association des archivistes du Québec	1
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)	4
Ordre des psychologues	2
Francopol-Réseau international francophone de formation policière	1
Réseau Intersection	1
Société québécoise des Professionnels en relations publiques	1
The Association of International Certified Professional Accountants (AICPA)	2
Association of certified fraud examiners	1
Canadian Association of Chiefs of Police (CACP)	2
DÉPENSE TOTALE (\$)	6 387

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 44 : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisée par le ministère ou l'organisme, indiquer: a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.	
FIRME RETENUE	COÛTS (\$)
HEC - Panel d'expérience globale	0 \$
Outil Survey Monkey Plusieurs sondages internes	972 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 45 : Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

	%
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;	Sans objet
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Sans objet

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 46 : Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Sans objet

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 47 : Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 48 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 49 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 50 : Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 51 : **Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :**
a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022 ;
c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 52 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Le Commissaire à la lutte contre la corruption a dépensé 11 918,92 \$ pour 37 remboursements.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 53 : Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 54 : Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées;**
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)**
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

Il n'y a pas de mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale pour 2021-2022. Quant au Programme d'aide aux employés (PAE), il est administré par le ministère de la Sécurité publique.

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 55 : **Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :**
a) **Le total des sommes dépensées;**
b) **Le nom des fournisseurs retenus;**
c) **La liste des contrats.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 56 : Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune donnée enregistrée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 57: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Le cas échéant, ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	MONTANT du contrat incluant le supplément (\$)
	Sans objet		

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 58 : Informations concernant les demandes d'accès à l'information

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 59 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

NOM DES PERSONNES	MANDAT DES COMITÉS	HONORAIRES (\$)
Sans objet		

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 60 :	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
----------------------	--

	NOMBRE ET COÛTS
a) Nombre de stagiaires reçus;	0
b) Heures de stages effectués;	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
c) Rémunération totale déboursée.	0

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 61 : Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 62 : Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.
--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	
---	--

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 63 : Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

AMENDES (\$) ¹	
Montant global ²	358 850

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

¹ Il s'agit des amendes imposées par les tribunaux découlant des enquêtes criminelles et pénales menées par le Service des enquêtes du Commissaire à la lutte contre la corruption (Code criminel (L.R.C. (1985), c. C-46) et Loi sur les contrats des organismes publics (c. C-65.1)). En matière criminelle, il s'agit des amendes, suramendes et dédommagements.

² Ces données excluent les amendes imposées par les tribunaux découlant des activités des équipes désignées de l'UPAC.

ANNEXE : LISTE DES SITES INTERNET POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

- **SITE DE L'UPAC**
<https://www.upac.gouv.qc.ca/>
- **SITE DE L'UPAC – DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES**
<https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/publications/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html>
- **SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (SEAO)**
<https://m.seao.ca/index.aspx>